



Bien vivre sa retraite, une exigence !

Septembre, octobre, novembre, seront des mois clés pour les retraité.e.s. C'est à cette période que se voteront les budgets de la Sécurité sociale et de la loi des finances. Alors, mobilisons-nous vendredi 1^{er} octobre pour exiger la satisfaction de nos revendications.

Augmentation des retraites, pensions de base et complémentaires

0,4 % d'augmentation au 1^{er} janvier 2021 pour les retraites de base, 1% pour les complémentaires alors que les prix ont augmenté de 1,6 %, le compte n'y est pas !

Ils nous ont spoliés 2 ans sur les pensions et retraites de base et 4,5 ans sur les complémentaires par les reports et le gel des revalorisations.

La valse des étiquettes, mutuelles, alimentation, logement, énergie, transports, ... tout augmente, sauf nos pensions.

Un rapport gouvernemental préconise d'augmenter la CSG en l'alignant sur celle des actifs, de réduire l'abattement de 10 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu des retraités et de continuer à sous-revaloriser et/ou geler les pensions et retraites.

Augmenter les retraites et pensions en les indexant sur l'évolution du salaire moyen. Pas de retraite inférieure au Smic.

Pensions de réversion attribuées sans conditions de ressources ni d'âge, amélioré-es afin de garantir le niveau de vie du conjoint-e survivant et son extension aux couples pacsés, concubin-es.

C'est un investissement juste socialement et nécessaire pour l'économie. C'est d'utilité publique pour favoriser la croissance de l'économie dont le pays est en manque alors qu'il en a tant besoin.

Redonner du pouvoir d'achat aux retraités permet le bien vieillir.

Sécurité sociale – santé – autonomie

La pandémie a démontré que la protection sociale est un bien essentiel. Et pourtant cette dernière n'a jamais été autant attaquée que depuis ces dernières années.

Le gouvernement d'Emmanuel Macron et ses prédécesseurs ont une lourde responsabilité dans la gestion désastreuse de la crise sanitaire. Les suppressions de 115 000 lits en 25 ans dans les hôpitaux et de 100 000 postes de soignants en 8 ans pèsent lourdement dans la situation catastrophique que nous connaissons. Le gouvernement sanctionne, réduit les libertés, culpabilise et infantilise les citoyens que nous sommes.

La santé n'a pas de prix

De plus en plus de retraités ne peuvent plus se soigner faute de moyens financiers suffisants.

Ça suffit ! Nous exigeons des centres de santé publics dans tous les territoires pour garantir un accès aux soins solidaire pour tous.

100 000 postes supplémentaires sont nécessaires dans notre système hospitalier.

Nous réaffirmons la nécessité de levée de la propriété privée sur les brevets qui empêche la diffusion des vaccins partout dans le monde tout en étant source de profits inadmissibles.

Les personnes âgées représentent plus de 75 % des décès dus à la Covid-19, confinées au domicile ou en EHPAD, malgré le dévouement des soignants.

Nous avons besoin d'une nouvelle loi prenant en compte le droit à l'autonomie dans le cadre de la Sécurité sociale, avec un grand service public de la prise en charge de l'autonomie, que ce soit au niveau de l'aide à domicile ou des EHPAD, ainsi que 200 000 embauches

dans les EHPAD et 100 000 dans le secteur de l'aide à domicile pour garantir des soins de qualité.

Des moyens supplémentaires pour notre Sécurité sociale sont indispensables pour financer les besoins de la population à partir des cotisations sociales, ce qui suppose des emplois, des salaires et des pensions corrects. Nous refusons la CSG, les taxes ou impôts divers.

Services publics

Les services publics et leurs personnels ont joué un rôle irremplaçable dans la lutte contre la pandémie.

L'amélioration de la qualité de leurs missions et de leurs déploiements sur l'ensemble du territoire doit donc devenir une priorité de l'État et des collectivités territoriales.

Ce sont bien des services de proximité, avec du personnel en nombre et formé dont nous avons besoin, garants d'une égalité de traitement sur tout le territoire, garants d'un accès pour tous partout.

Le service au public rendu par les commerçants n'est pas du service public.
Le seul accueil par internet n'est pas du service public.

Vendredi 1^{er} octobre, 10h30

Rassemblement des retraité.e.s

Préfecture de Nantes

Sous-Préfecture de Saint-Nazaire

Oui, nous voulons une retraite en bonne santé, une pension de haut niveau, aujourd'hui et pour les générations futures.

Ma retraite je l'ai gagnée, mon droit au bien vieillir, je le revendique, mes revendications je les défends.

Alors, pour bien vieillir depuis la naissance, rassemblons-nous devant la Préfecture de Nantes et devant la sous-Préfecture de Saint-Nazaire vendredi 1^{er} octobre avec les organisations CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, pour rappeler nos revendications aux représentants de l'Etat.